

Jean Baden Dubois: «La création d'emplois doit impérativement passer par l'accompagnement des MPMEs»

Michel Patrick Boisvert pour l'identification des problèmes réels freinant la création et la relance des MPMEs

Quand Raoul Pierre Louis se dit concerné par le poids des procédures de légalisation des MPMEs

2020 -2030 Une décennie d'action

DevHaïti[©]

Le Magazine du développement

La Finance au chevet des MPMEs en Haïti

Raoul P. Pierre-Louis, Président BNC



Yvon Mellinger, Représentant de la BID



Jean Baden Dubois, Gouverneur de la BRH



Michel Patrick Boisvert, Ministre des Finances

#46

17/06/2022

Une production:



Ont contribué à ce numéro:

Kattia JEAN FRANÇOIS, Milo MILFORT, Melissa PHILIDOR, Lovensky SALOMON, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL, Patrick SAINT-PRÉ, Dieudonné JOACHIM, Junior DAJEANSON, Claudine ANDRÉ, Bélongy BIEN-AIMÉ.

Libérez le potentiel des MPMEs... !

Une étude de la Banque mondiale révèle que 45% des emplois créés dans les pays les plus avancés le doivent aux Micro Petites Moyennes Entreprises (MPMEs) contre 65% dans les pays émergents et dans les pays moins avancés à faible revenu, à l'instar d'Haïti. Toutefois, la faible productivité de ces dernières ne permet pas aux détenteurs des emplois de vivre dignement.

D'où cette question cruciale: «comment renforcer les MPMEs?», à laquelle panélistes et experts se sont évertués à répondre pendant les trois jours d'échanges et de discussions lors de la 12ème édition du Sommet international de la Finance tenue à la fin du mois d'avril dernier.

Les défis énormes auxquels sont confrontés les MPMEs, à savoir contraction à un rythme de -2% par an du PIB, incapacité de stabiliser politiquement le pays et de mitiger les risques de désastres naturels, entre autres, n'ont cessé de pénaliser la création et la croissance de ces entreprises. Au grand dam de l'économie haïtienne.

Néanmoins, au cours de ce Sommet, les avocats ayant pris fait et cause du sort des MPMEs sont légion. Autorités publiques, membres du secteur privé et de la société civile, experts, les organisateurs..., tous ont reconnu l'importance des MPMEs pour le bon fonctionnement de l'économie nationale et le recul de la pauvreté et de la misère.

Dans ce numéro spécial, le second consacré consécutivement à ce sujet, nous avons cru bon de donner acte aux prises de position les plus marquantes et les plus pertinentes en faveur des MPMEs.

Pour le gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH), Jean Baden Dubois, la création d'emplois qui doit passer impérativement par l'accompagnement des MPMEs. « La prospérité d'Haïti doit

passer forcément par la création d'un écosystème favorable aux MPMEs», a soutenu l'actuel patron de la Banque centrale d'Haïti avant de pointer du doigt le déséquilibre au cours des dernières décennies entre la création d'emplois et la croissance démographique.

Selon le gouverneur de la BRH, les emplois créés sur les 30 dernières années n'ont pas dépassé le seuil des 300,000 emplois nets alors que le nombre d'Haïtiens engendrés sur ce sol en 30 ans atteint les 4 millions à peu près. Pour tenter de redresser la barre, la BRH, consciente des goulots d'étranglements du système financier haïtien, entend faciliter les normes régulatrices susceptibles de faciliter les échanges et les investissements des MPMEs à travers le pays.

Pour sa part, le ministre de l'Économie et des Finances, Jean Baden Dubois, en appelle à l'identification des problèmes réels, qui freinent la création et la croissance des MPMEs haïtiennes afin de les soumettre à des solutions à la fois intelligentes et durables.

A en croire Raoul Pierre Louis, président du Conseil d'administration de la BNC, le fait de négliger l'économie informelle dans les politiques publiques ne rend son importance dans l'économie d'Haïti que significative. «Le poids du secteur informel est estimé à plus de 50% du PIB.»

39% seulement des 1919 entreprises sondées lors d'une enquête réalisée par le Centre de Facilitation des Investissements (CFI) en 2018, sont enregistrées auprès du Ministère du Commerce et de l'Industrie. Le poids des procédures de légalisation n'est pas totalement étranger à la prédominance du secteur informel, a poursuivi Raoul Pierre Louis met l'accent sur la double intervention de la BRH pour favoriser la croissance et le développement des MPMEs.

S'agissant du représentant de la BID en Haïti, Yvon Mellinger, il a reconnu que le thème retenu cette année dans le cadre de cette 12ème édition n'a pas été au cœur de son intervention. Il a promis une

intervention durable en faveur des MPMEs. Ces dernières sauront-elles profiter pleinement de cette main tendue ?

Jean Baden Dubois: «La création d'emplois doit impérativement passer par l'accompagnement des MPMEs»

Le Group Croissance avec le support de ses partenaires, a réalisé les 25, 26, et 27 avril 2022, la 12ème édition de son Sommet annuel sur la Finance autour du thème «Financer les Micros, Petites et Moyennes Entreprises en Haïti». Nombreux étaient les participants à ce rendez-vous international tenu à l'hôtel Marriott en présentiel et en ligne.

Pour le gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH), Jean Baden Dubois, dans son discours d'ouverture, cela a été l'occasion d'insister sur l'importance de la création d'emplois qui doit passer impérativement par l'accompagnement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises. «Le problème de l'insécurité généralisée dans le pays est avant tout un problème économique», a-t-il déclaré, voulant souligner le caractère impératif du financement des MPMEs en Haïti. Intervenant le premier jour de ce Sommet, soit le 25 avril 2022, le gouverneur de la BRH se montre sensible aux statistiques arguant que moins de 300 000 emplois ont été créés en Haïti sur les 30 dernières années. Dans son intervention, le numéro un de la BRH, n'a cessé de mettre l'accent sur la création de richesse, le fruit d'un environnement propice aux investissements.

Supporter les Micro, Petites et Moyennes Entreprises pour la reconstruction de la nation haïtienne doit se faire, selon le gouverneur de la BRH, de manière inclusive, soutenable et résiliente. «La prospérité d'Haïti doit passer forcément par la création d'un écosystème favorable aux MPMEs», a-t-il



Jean Baden Dubois

Gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH)

fait remarquer. Il a par ailleurs indiqué que la création d'emplois ne peut pas se faire uniquement par le gouvernement. «Les entreprises doivent créer des emplois», a-t-il rappelé, avant de pointer du doigt le déséquilibre au cours des dernières décennies entre la création d'emplois et la croissance démographique. «Je doute qu'on ait dépassé le seuil des 300,000 emplois nets sur les 30 dernières années ? Et combien d'Haïtiens avons-nous mis sur ce sol en 30 ans... près de 4 millions», a-t-il informé.

La Banque de la République d'Haïti étant consciente des goulots d'étranglements du système financier haïtien s'inscrit dans un paradigme de facilitation des normes régulatrices susceptibles de faciliter les échanges et les investissements des MPMEs à travers le pays, à en croire le gouverneur Jean Baden Dubois.

M. Dubois a informé des actions déjà posées en ce sens. «Pour faciliter les transactions au niveau de l'économie et mettre à profit les progrès technologiques au bénéfice du secteur des affaires, la BRH continue d'étendre le **Processeur National de Paiement** vers d'autres acteurs du système financier», a-t-il dit. La BRH a aussi publié récemment un cadre de régulation à travers la Circulaire 121, à l'intention des entreprises fournissant des services de paiement électronique, ce qui devra inciter des initiatives d'investissement dans le secteur des **Fintechs** et dynamiser le système de paiement sur le plan national. Il a par ailleurs rappelé que les efforts visant à dynamiser le système de paiement ne se limitent pas seulement aux projets susmentionnés. «En ce sens, j'ai le plaisir de vous annoncer que la BRH avance à grands pas avec son projet d'émettre une Monnaie Digitale dénommée **Bitkòb**», a-t-il informé.

L'inclusivité de la jeunesse haïtienne dans la croissance économique du pays, a souligné le gouverneur de la BRH, doit se construire à travers des programmes de financement prenant en compte le genre. Les femmes ont prouvé leur engouement pour l'entrepreneuriat, selon le gouverneur, et en

témoigne la participation de cette catégorie. «Plus de 1000 développeurs en décembre 2021 à la dernière édition de DevExpo et les 1700 concepts d'affaires reçus par la BRH en provenance des jeunes, lors du concours de "concepts d'affaires" organisé par la Banque centrale en 2020», a-t-il avancé. Aujourd'hui, grâce à un partenariat avec l'Ambassade de Suisse, manifesté à travers le projet CNFA, a poursuivi M. Dubois, la BRH se réjouit de compter 32 concepts d'affaires qui sont devenus 32 entreprises légalement reconnues dans le secteur des MPME et qui s'investissent dans la production nationale.

Les femmes sont généralement des partenaires sûres en affaires et jouent un rôle primordial dans le fonctionnement du secteur commercial informel qui compte pour environ 35% du produit intérieur brut (PIB), toujours selon Jean Baden Dubois. De plus, les données disponibles montrent que les femmes sont parmi les meilleures débitrices du système financier. La BRH a lancé en février dernier, lors du Forum des Entrepreneurs, le "**Fonds de Garantie Partielle de Crédit pour les Femmes entrepreneures**", notamment celles qui évoluent dans le secteur des micros, petites et moyennes entreprises.



Michel Patrick Boisvert pour l'identification des problèmes réels freinant la création et la relance des MPMEs

Intervenant à la 12ème édition du Sommet international de la Finance, organisée à l'hôtel Marriott par le Group Croissance et ses partenaires, Michel Patrick Boisvert, ministre de l'Économie et des Finances, a précisé que le gouvernement en place est bien conscient de la gravité de la situation économique et financière du pays.

Selon le ministre Boisvert, il est opportun d'identifier de façon perspicace les problèmes réels qui freinent la création et la croissance des Micro, Petites et Moyennes Entreprises haïtiennes en vue des solutions à la fois intelligentes et durables. Intervenant le 27 avril 2022, le 3ème jour de ce Sommet, réunissant des participants en présentiel et en ligne, Michel Patrick Boisvert a d'abord fait prévaloir que l'économie mondiale dominée par le COVID-19 a connu une croissance négative.

Les années 2020 et 2021 ont été particulièrement difficiles pour le monde entier à la suite de la crise sanitaire du COVID-19, laquelle a eu un impact majeur sur l'économie mondiale. Le choc brutal produit par la pandémie et l'arrêt de la plupart des activités, ont plongé l'économie mondiale dans la récession en enregistrant un recul de -3,2% [FMI: WEO de juillet 2021], soit la contraction la plus forte enregistrée depuis les quarante dernières années. Les répercussions ont été surtout enregistrées sur la production et le commerce tant dans les pays avancés que les pays émergents et en développement. «Il demeure évident qu'une économie en mal de croissance comme celle d'Haïti ne pourra s'en sortir facilement, tenant compte des défis et des opportunités à l'échelle internationale», a reconnu le ministre Boisvert.

Le ministre a par ailleurs souligné que «Financer les Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME)» est un thème porteur, sur lequel il faut aujourd'hui poser un regard autrement plus perspicace, de manière à identifier les problèmes réels, qui freinent la création et la croissance des Micro, Petites et



Michel Patrick Boisvert

Ministre de l'Économie et des Finances

Moyennes Entreprises haïtiennes afin de les soumettre à des solutions à la fois intelligentes et durables. C'est aussi, a-t-il dit, un objectif qu'il faut envisager d'atteindre, en tenant bien compte des défis et des opportunités qui prévalent actuellement dans le contexte tant national qu'international.

Pour mieux comprendre la dégradation de l'économie haïtienne, il faut l'introduire dans la réalité socioéconomique du pays. Pour illustrer ses propos, le ministre de l'Économie et des Finances parle de l'incapacité managériale des entreprises, mais surtout et le problème de financement dû à l'instabilité politique. «La majorité des entreprises haïtiennes est non seulement jeunes mais leur niveau de productivité est aussi faible, d'une part, en raison des facteurs propres à chaque entreprise et, d'autre part, en raison de facteurs externes liés à l'instabilité politique, au manque d'accès à l'énergie et surtout au financement», a-t-il expliqué. Avant d'ajouter ceci: «en 2020, le crédit intérieur accordé au secteur privé par les banques ne représentait que 9.7% du PIB, ce qui est nettement inférieur par rapport à la moyenne enregistrée dans les pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, soit 59.78%».

Le ministre a ensuite précisé que le gouvernement travaille sur un programme de relance économique incluant certaines priorités post Covid-19. Le Plan de relance économique post Covid-19, a-t-il fait remar-

quer, pour la période 2020-2023 identifie cinq secteurs pour la diversification et la transformation économique à savoir l'agriculture, le numérique, le tourisme, l'industrie et l'immobilier.

Quand Raoul P. Pierre-Louis se dit concerné par le poids des procédures de légalisation des MPMEs

Dans son discours de circonstance prononcé lors de la 12ème édition du Sommet international de la Finance (SIF), tenue à Marriott les 25, 26 et 27 avril 2022, et réunissant notamment des acteurs de l'administration publique et du secteur privé des affaires, le président du Conseil d'administration de la Banque nationale de crédit (BNC), Raoul Pierre Louis, s'est montré convaincu que le financement et le développement des Micro Petites et Moyennes Entreprises (MPMEs) se révèle le vecteur principal de la croissance économique du pays.

«Il faut comprendre que dans un pays comme Haïti où le marché informel occupe près de 76% des emplois, le poids du secteur informel est estimé à plus de 50% du PIB. Autant l'économie informelle est négligée dans les politiques publiques, autant son importance dans l'économie d'Haïti est significative», a-t-il souligné.

Pour preuve, a-t-il avancé, selon une enquête réalisée par le Centre de Facilitation des Investissements (CFI) en 2018, sur les 1919 entreprises sondées tombant dans cette catégorie, 81% ont un statut d'entreprise individuelle, et 39% seulement ont été enregistrées au Ministère du Commerce, ce qui veut dire très peu d'entre elles sont légalement constituées.

Il est à noter que la prédominance du secteur informel est en grande partie le fruit du poids des procédures de légalisation. Les entreprises individuelles, qui engorgent l'informel, ne peuvent avoir une contribution importante aux recettes fiscales, a souligné Raoul Pierre Louis, président du Conseil d'administration de la BNC.



Raoul P. Pierre-Louis

Président du Conseil d'administration de la Banque nationale de crédit (BNC)

Selon les informations recueillies dans le dernier rapport de la Banque mondiale sur «le poids du secteur informel dans les économies en développement» de novembre 2021, «la prédominance de cette économie de l'ombre réduit la capacité des pays à mobiliser les ressources budgétaires nécessaires pour stimuler l'activité économique en période de crise, mener des politiques macroéconomiques efficaces et constituer le capital humain indispensable au développement à long terme».

La BNC, a poursuivi Raoul Pierre Louis, est intervenue à deux niveaux pour favoriser la croissance et le développement des MPMEs, d'abord en mettant en place une structure d'accueil nommée ProCrédit, une division spécialisée pour accompagner et financer les besoins en capitaux des MPMEs, partout où elles se trouvent.

La BNC, a-t-il informé, a déjà entrepris des travaux d'aménagement de plusieurs plateformes numériques, pour rendre disponibles ses produits et services (ATAWAD) à savoir: Any Time AnyWhere Any Device.

Ces produits et services incluent entre autres:

- Les Distributeurs Automatiques de Billets, et les Guichets Automatisés de Banque;

- Les produits de dépôt, d'assurance, et d'épargne retraite pour les employés des entreprises;
- Les financements appropriés à leurs besoins de trésorerie;
- Les crédits par signature pour la délivrance de cautions d'exploitation et de marché;
- Les crédits à moyen et long terme pour financer la croissance et les investissements.

Yvon Mellinger promet une intervention durable de la BID aux MPMEs

A la 12ème édition du Sommet international de la Finance, organisée par le Group Croissance et ses partenaires, la Banque interaméricaine de Développement (BID) a marqué sa présence à travers son représentant en Haïti, Yvon Mellinger. Intervenant le 26 avril 2022 à l'hôtel Marriott, le représentant de la BID a vanté les réalisations de l'institution en Haïti à travers des supports financiers considérables accordés à des projets au cours de période de la pandémie du COVID-19. D'autres projets d'investissement ont aussi reçu le support de la BID, a poursuivi Yvon Mellinger.

«Nous avons approuvé en 2021 quatre opérations pour un total de 245 millions de dollars américains: les deux premières opérations visant à venir en aide aux populations les plus vulnérables ; plus spécifiquement en élargissant les filets de sécurité sociale pour les populations vulnérables et en soutenant le plan sectoriel de l'éducation en Haïti. La troisième opération, avec l'objectif d'agrandir le Parc Industriel de Caracol (PIC), d'assurer sa gestion adéquate et sa durabilité à long terme, et également de générer des emplois directs. Enfin, le dernier programme approuvé en 2021 contribuera à la sécurité alimentaire en augmentant la productivité agricole des petits producteurs ruraux et des coopératives de pêcheurs», a-t-il précisé.

Il est plus qu'évident que la situation sécuritaire d'Haïti a considérablement affaibli l'économie du



Yvon Mellinger
Représentant de la BID

pays. Des crises de toute nature qui se succèdent, empêchent indiscutablement le financement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises. Le thème retenu cette année dans le cadre de cette 12ème édition n'a pas été au cœur de l'intervention du représentant de la BID en Haïti. Il l'a reconnu et a promis une intervention durable aux efforts à consentir dans ce sens.

À la BID, a conclu M. Mellinger, nous sommes conscients de l'importance du secteur privé dans la relance économique de la région, ceci, en complément du secteur public pour créer et le Groupe de la BID au travers des fenêtres publiques, de BID Invest et de BID Lab est et sera présent pour promouvoir un investissement durable.

ATTEINDRE, un projet de l'USAID, à l'écoute et au service des MPMEs haïtiennes



Photo crédit: USAID

ATTEINDRE est un projet qui vise l'offre de services aux Micro Petites et Moyennes Entreprises (MPMEs) en Haïti. Les services sont divisés en deux catégories très importantes. ATTEINDRE ne vise pas seulement les MPMEs mais aussi les institutions de supports aux MPMEs, les services de conseils en affaires et les services de développement de la main d'œuvre. Autant que les MPMEs existent dans le pays, il doit y avoir des secteurs de services à ce type d'entreprises.

Le but du projet ATTEINDRE est d'inciter ce secteur à fournir le maximum de services possibles aux MPMEs, en réponse à une situation d'exclusion. Exclusion par rapport à l'âge, par rapport au genre, par rapport au lieu etc., observée au sein de ce secteur. ATTEINDRE travaille à ce que ce secteur soit plus inclusif, en vue d'atteindre les MPMEs dans tout le pays, spécialement en milieu rural. Pour le moment le projet ATTEINDRE s'étend sur quatre départements : le Sud, le Nord, le Nord-Est et le Centre.

Le projet comporte trois principaux objectifs :

- Augmenter l'accès aux services de conseil développement en affaires et de la main d'œuvre.

- Renforcer la capacité des institutions financières et des autres acteurs concernés à étendre l'inclusion financière dans les zones cibles. Au début du projet, le constat était qu'il a deux secteurs qui travaillent avec les MPMEs, mais ces deux secteurs ne travaillent pas entre eux.
- Développer la capacité des associations et des chambres de commerces des MPMEs, et supporter la stratégie du gouvernement haïtien pour l'éducation et l'inclusion financière

Le projet ATTEINDRE s'implémente en collaboration avec les services de conseils au développement. Nous pouvons citer: CEDEL, STRATEGUE, CFET, ADE, SONJE AYITI, Chambre de commerce des Femmes, KNFP. La collaboration s'étend aussi avec les institutions de services financiers, telles: FONKOZE, ACME S.A, CODECREM, CAPUC etc. et en dernier lieu avec d'autres partenaires de l'écosystème qui encouragent les plaidoiries, les travaux de recherches etc., tels : la BRH, Group Croissance, FDI, FMT, SOFIHDES etc.

Le projet ATTEINDRE vise la meilleure façon de créer une synergie entre les différents intervenants dans le secteur des MPMEs. A travers sa rubrique recherches, actions participatives qui fait partie de son agenda d'apprentissage, le projet ATTEINDRE se veut l'un des promoteurs d'événement visant à écouter les différents acteurs qui constituent l'écosystème qui entoure le secteur des MPMEs, ainsi que les MPME elles-mêmes. Recherches, actions participatives vise la production d'éléments d'apprentissage pouvant aider à combler les différentes lacunes qui constituent des freins au développement des MPMEs, la diffusion des différentes leçons apprises pouvant permettre de mieux appréhender le terrain et à aider les autres acteurs à s'améliorer, la favorisation d'une communication à double sens, où la voie de tout un chacun sera entendue.

A l'occasion de la 12ème édition du Sommet international de la Finance (SIF), un panel d'échange, constitué de Marlène Gay, Eric Dessources, Pascale Théodat, Eric Balthazar, Clarissa Jules, Emmanuel Joseph et Edouard Clément, a eu lieu au Marriott sur le sujet.

Sur la question de la plus grande satisfaction des acteurs dans le projet ATTEINDRE.

Pour Marlène Gué, la question de la formation, notamment la question de gestion de stocks, constitue le plus grand apport du projet aux entrepreneurs. Edouard Clément du Fonds de développement industriel (FDI) insiste aussi sur l'aspect de la formation surtout la question de plan d'affaire et de cahier comptable au niveau des MPMEs, mais surtout la création d'un système d'information. Il insiste aussi sur la particularité des entreprises.

Pour Monsieur Éric Dessources d'ADE, il croit que c'est l'ensemble des travaux sur la gestion des entreprises avec les entrepreneurs et au sein même de leurs entreprises sur la forme des travaux pratiques sont les meilleurs et n'ont pas d'égal. Pour Éric Balthazar de STRATEGÉ, la question de coaching fut sa meilleure expérience. Le fait de traiter les entreprises et leurs différents problèmes au cas par cas permet une plus large compréhension de la question et l'établissement d'un climat de confiance.

Sur l'accès au crédit

Pour Pascale Théodat de l'ACME, plus de 2000 MPMEs ont accès à des crédits d'environ 1 million de gourdes, surtout dans le domaine de l'agriculture. Avec comme fonds, un accompagnement des agriculteurs pour empêcher qu'ils s'endettent inutilement et assurer que leurs entreprises grandissent réellement. Balthazar de STRATEGÉ a évoqué le cas d'une entreprise en particulier qui ne voulait pas de crédit parce qu'elle n'avait pas les informations lui permettant de bien comprendre ce qu'est le crédit mais qui, par la suite, en voulait plus qu'elle ne pouvait gérer. Parce que le propriétaire était plus ou moins informé.

Les bénéficiaires

Pour Clarissa Jules, sa plus grande réussite est le fait d'avoir pu arriver à sélectionner le meilleur de ces différents projets. Elle investit dans le service de prêt contre intérêt et est maintenant dans une phase de développement de son entreprise. Emmanuel Joseph, d'Emmapicol, s'estime redevable envers le projet ATTEINDRE via CFET, pour lui avoir inculqué les notions de base en entrepreneuriat. Il est sur le bon chemin, et investit aujourd'hui dans plusieurs filières.

Sur la question de financement

Emmanuel Joseph n'avait pas vraiment les informations nécessaires à l'accès au crédit, ce qui l'a rendu méfiant par rapport aux prêts des institutions financières. Ce qui est différent aujourd'hui. Marlène Gué de SOFHIDES pense qu'il faut qu'il y ait un partenariat entre les institutions de financement et les institutions d'encadrement afin qu'elles puissent travailler ensemble pour une meilleure formation des entrepreneurs en quête de financement.

Pour Éric Dessources, il faut d'abord identifier le besoin des entreprises, et le mécanisme de différentes institutions de financement pour mieux orienter les services. Cependant, il faut faire attention à ne pas confondre les deux types d'institutions pour ne pas penser que le fait qu'une institution d'accompagnement, pour les besoins de son accom-

pagnement, travaille avec une institution de financement, signifie que l'accompagné est automatiquement éligible pour un financement.

Éric Balthazar pense que le travail doit être fait de concert avec les deux types d'institutions pour de meilleures orientations, tout en étant clair et précis sur la mission de chacune. Clarissa Jules, pense que le prêt doit être orienté, pour éviter que les entreprises fassent des prêts inutiles. Edouard Clément pense que les institutions devaient être plus proches de la population, pour de meilleures informations liées à leurs différents services. Il a mentionné la question de prêts participatifs, avec deux niveaux d'intérêts

et d'autres services qu'offre le FDI et soulève aussi les questions de solvabilité et de marché pouvant accueillir les services de l'entreprise en question.

En termes de conclusion, les panelistes sont unanimes sur la question de la recherche d'une forme de synergie entre les différentes institutions qui œuvrent dans le domaine des MPMEs. Ils croient que sans cette force, il y aura toujours les mêmes difficultés pour ceux qui non seulement veulent mettre sur pied une entreprise, mais aussi ceux qui veulent grandir, ceux qui veulent avoir recours aux institutions financières pour leur permettre d'avoir un crédit.

Maxime D. Charles évoque les défis et contraintes des MPME's évoluant en milieu rural

Maxime D. Charles, originaire du Nord, ancien banquier qui s'est reconverti en entrepreneur, dirige actuellement une usine de transformation de vétiver dans le Sud. Il partage son expérience, les défis auxquels il s'est confronté.

«Si nous voulons faire bouger les choses en Haïti, fondamentalement il faut créer des emplois » dixit Maxime D. Charles

Le changement de direction, la création de richesses en Haïti doivent nécessairement passer par la création d'emplois, pour permettre aux gens de vivre dans la dignité. La situation aujourd'hui n'est autre qu'une exportation massive de la main d'œuvre haïtienne, une main d'œuvre qui transfère près de quatre milliards de dollars de fonds en Haïti, ce qui n'est pas insignifiant. Et, c'est peut-être la meilleure partie de l'économie haïtienne. Pourquoi ne pas avoir ces travailleurs à la maison?

C'est à cette question que répond la volte-face de Maxime D. Charles qui s'est lancé dans la filière des huiles essentielles. Cette filière est celle dans laquelle Haïti bénéficie le plus grand avantage comparatif contrairement aux autres marchés de la



Maxime D. Charles
Entrepreneur

région, avantage tiré du terroir, plus particulièrement de la péninsule sud du pays, qui est vraiment idéale à la culture du vétiver.

Haïti est l'un des plus grands exportateurs d'huiles essentielles dans le monde, extraites dans les racines du vétiver. A noter que dans les années 60, cette industrie a connu une grande baisse, due au fait que les exportateurs de l'époque ont pris le malin plaisir à mélanger les huiles essentielles avec

d'autres huiles. Situation qui s'est arrangée aujourd'hui notamment avec Pierre Léger le grand artisan de ce changement.

Les défis sont nombreux en milieu rural. C'est un environnement de guerre. En référence au Diamond Model de Michael Porter, partons des conditions de la demande.

La demande est là, elle est très importante. Il y a toute l'industrie de la parfumerie à desservir, une industrie très importante, très sophistiquée qu'il faut satisfaire avec des attentes très élevées. Quand vous vous situez dans la troisième section rurale de la commune de Torbeck, il n'est pas besoin de faire étalage des difficultés: pas d'électricité, pas de bonnes routes, et la matière première il faut aller la chercher souvent en montagne. Pour cela, il faut des véhicules adaptés, et un investissement de base relativement lourd. Sans mentionner que vous devez produire vous-même l'énergie nécessaire. A côté de tout cela, vous devez veiller à la qualité du produit, puisque la molécule du vétiver est très riche, très sensible ne peut pas être synthétisé, ce qui demande de grande précaution dans la production. Les clients sont hyper exigeants, et cela demande un coût particulier, des machines particulières, pour la meilleure production possible. Dans la production nous sommes à la base, nous produisons un produit brut, qui va subir d'autres transformations.

Sur le plan de l'offre.

Actuellement dans le monde moderne, la production ne se fait pas sans certification, pour garantir une meilleure qualité des produits. Nous avons des entreprises spécialisées dans la certification d'autres entreprises. La certification consiste en un certain nombre de normes internationales de production. Sans oublier que la main d'œuvre aussi doit être qualifiée, ce qui n'est pas toujours le cas en Haïti. Autrefois c'était plus facile de trouver des mécaniciens industriels via les écoles comme J. B. Damien, ce qui n'est du tout pas le cas aujourd'hui. Ce qui signifie, que la production passe aussi par la formation de professionnels capable de répondre aux besoins de l'entreprise en termes de production. Sinon, on est obligé d'avoir recours à des tech-

niciens étrangers, ce qui peut bloquer la production pendant plusieurs jours, voire des semaines. Il faut noter l'effort de certaines écoles en ce sens aussi, notamment Haïti Tech, qui forment des professionnels à cet égard. Mais c'est ainsi dans presque tout le système de production, tout au long de la chaîne des valeurs ce qui alourdit la production. Dans le Sud, il n'y a presque pas d'écoles professionnelles pouvant répondre au besoin de cette industrie.

Nous devons vraiment évaluer le potentiel de cette industrie pour le développement de la zone, pour quoi pas l'avancement du pays en général. Elle représente actuellement dans la région Sud environ 30 000 emplois. Les projections pour 2028 donnent un chiffre d'affaires de 30 millions de dollars pour Haïti, via des exportations vers l'Europe, les Etats-Unis et l'Asie. Certains courtiers aux Etats-Unis font le lien entre Haïti et les autres régions aussi. Le marché chinois est très actif de nos jours tandis que l'Inde représente l'un des principaux producteurs. Fort de tout cela, existe désormais le vétiver d'Haïti comme une marque déposée.

Il y a bien des efforts à faire au niveau de l'industrie. Avec les acheteurs, certains efforts sont en train d'être réalisés, notamment avec le retour sur produit qui sert à améliorer les conditions des producteurs, via des œuvres communautaires. A rappeler que plus de 10 000 hectares de terre est plantés en vétiver en Haïti, et l'industrie d'huiles essentielles ne consomment pas même la moitié de cette production. Ce qui signifie que le chantier est grand mais il manque d'ouvrier.

Au niveau de la recherche

Beaucoup d'efforts restent à faire. Nous sommes au premier niveau de la production et pour gagner en valeur nous devons passer à un niveau supérieur. Ce qui implique plus de technologies, des professionnels mieux qualifiés etc. en gros toute une chaîne de production bien huilée, allant de l'extraction de l'huile à un degré plus raffiné. Et ceci doit normalement passer par les écoles techniques et les nouvelles technologies. Comme nous sommes à l'ère des énergies renouvelables et du développement durable, il faut aussi les technologies liées au recyclage. Par exemple, dans le cas de la production

de vétiver dans le Sud, les racines dans lesquelles sont extraites les huiles sont utilisées comme combustibles pour créer l'énergie nécessaire à la production. Et les résidus sont utilisés comme engrais organiques. Sans oublier aussi que ces racines sont utilisées dans la production artisanale. Ce que l'on appelle une chaîne de valeur.

Avec la situation sociopolitique, le climat s'aggrave de jour en jour. Le problème de carburant, l'insécurité, la situation à Matissant, les désastres naturels,

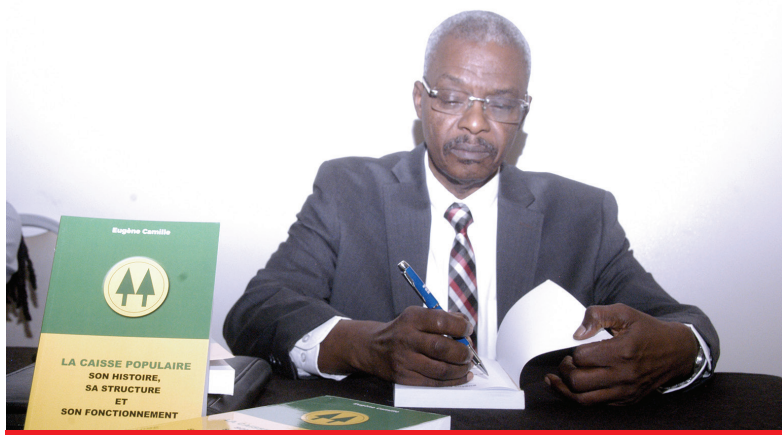
rendent la tâche de plus en plus difficile. Il faut s'adapter au jour le jour, ce qui implique un coût en plus. Pour parvenir à résoudre ses problèmes dans ces situations particulières, il faut que l'Etat central organise les secteurs de production de manière générale, y compris le secteur des huiles essentielles. Mais aussi que les différents acteurs doivent se mettre ensemble, posés les problèmes et essayer de trouver les solutions aux différents défis auxquels ils font face.

L'importance de la Coopérative pour les Très Petites Entreprises (TPE) haïtiennes

Comprendre le processus de création et les mécanismes de fonctionnement des coopératives en Haïti est une nécessité, partant du principe que la coopérative par définition a une fonction d'intermédiation financière. Dans le cadre de la 12ème édition du Sommet international de la Finance, l'importance de la coopérative dans la facilitation du crédit et support à la création des Très Petites Entreprises (TPE) a été particulièrement au centre des réflexions.

Le livre rédigé par Eugène Camille a été le prétexte pour une analyse profonde du fonctionnement et de l'utilité de la coopérative en Haïti. Il faut souligner qu'il existe plusieurs types de coopératives selon l'auteur du livre *La Caisse Populaire Son Histoire Sa Structure et Son fonctionnement*. La coopérative agricole, de construction, de logement, d'épargne et de crédit, pour ne citer que celles-là.

Une coopérative se définit comme étant un moyen stratégique, efficace pouvant aider à la décentralisation et à la répartition de la richesse financière du pays. Ceci est rendu possible par rapport à la proximité des coopératives aux populations qu'elles desservent, souligne Monsieur Camille. La reconnaissance des coopératives en Haïti est assurée par le Conseil National des Coopératives (CNC) et la Banque de la République d'Haïti (BRH).



Eugène Camille

Ex-cadre de la DIGCP à la BRH

Photo crédit: Le Nouvelliste

L'histoire du mouvement coopératif à travers le monde a commencé à Rochdale une ville du Nord-Ouest de l'Angleterre par un groupe de 28 ouvriers tisserands, lit-on dans le premier chapitre de ce livre étant la base des réflexions sur les coopératives en Haïti, dans le cadre de ce sommet international de la finance cette année. Il revient de préciser qu'à travers le monde 7 principes fondamentaux ont été établis pour la gestion des coopératives, appelés principes du coopératisme venant de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI), créée à Bruxelles en 1895. Ils sont les suivants:

1. Adhésion volontaire et ouverte à tous
2. Pouvoir démocratique exercé par les membres
3. Participation économique des membres
4. Autonomie et indépendance
5. Education, formation et information
6. Coopération entre les coopératives
7. Engagement envers la communauté et engagement social

L'histoire du mouvement coopératif en Haïti débute avec les premières coopératives introduites en Haïti par Elie Vernet en 1937 au département de l'Artibonite, avec une tendance agricole, précise Camille. La tendance coopérative a connu une accélération importante dans la capitale du pays (Port-au-Prince) au milieu des années 1990. Bon nombre d'entre elles se construisaient en dehors des normes et des mécanismes de fonctionnement y relatives. Elles étaient dépourvues de structures relevant d'une Caisse d'Épargne et de Crédit, insiste-t-il. Ceci s'explique par l'absence des 3 organes de gestion et la variation des taux d'intérêts entre 8 et 12 pourcents. Cette pratique présentait une menace pour les autres institutions financières par la concurrence déloyale, explique l'auteur du livre intitulé La Caisse Populaire Son Histoire Sa Structure et Son fonctionnement.

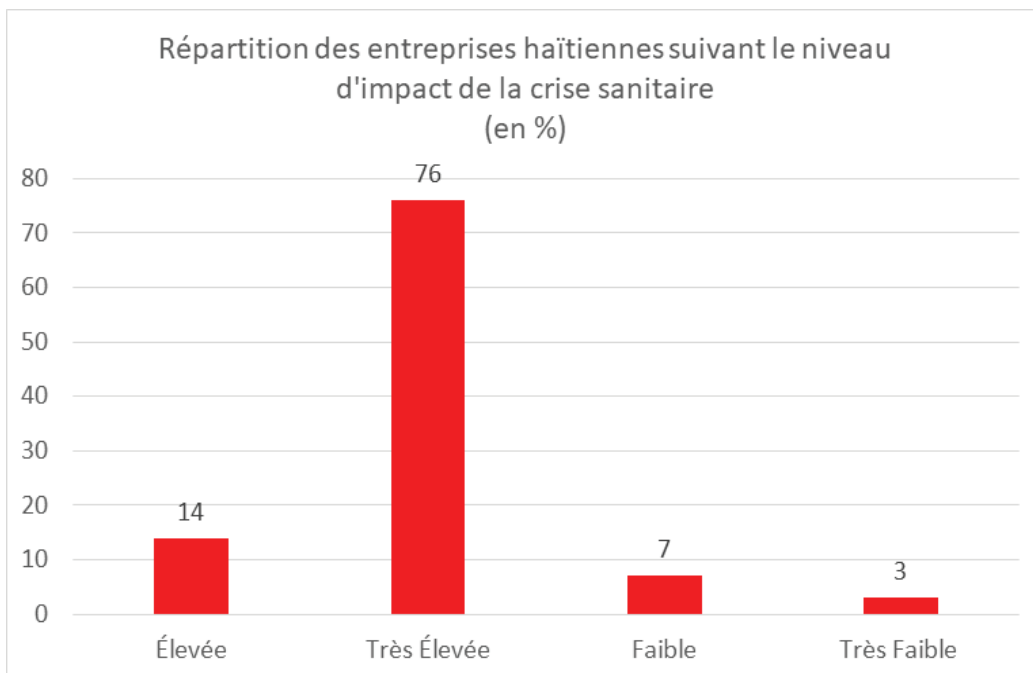
La BRH s'attelait à régulariser le système des SEC en Haïti par des travaux d'inspection de surveillance que lui confère la loi, à travers la Direction d'Inspection Générale des Caisses Populaires (DIGCP). Plusieurs instances accompagnent les caisses populaires en Haïti. Le Développement International Desjardins, une association canadienne œuvrant en Haïti depuis 1995, la Fédération des caisses populaires haïtiennes Le Levier, la Fédération nationale des coopératives, d'épargne et de crédit le sociétaire et l'Association nationale des caisses populaires haïtiennes (ANACAPH).

Les caisses populaires sont des outils de développement incontestables, si elles sont gérées selon les normes et les lois régissant le secteur. Il s'avère indispensable d'établir un programme de formation permanent au profit des acteurs, qu'ils soient dirigeants, employés et sociétaires. Cette formation continue ne permettra que le renforcement des activités de crédit, de consommation et le rétablissement de la confiance des sociétaires dans les caisses d'épargne et de crédit. Il est aussi approprié d'introduire cette formation dans le système éducatif haïtien à tous les niveaux en vue renforcer le besoin de participer au développement coopératif garantissant les intérêts économiques et de développement de la population.

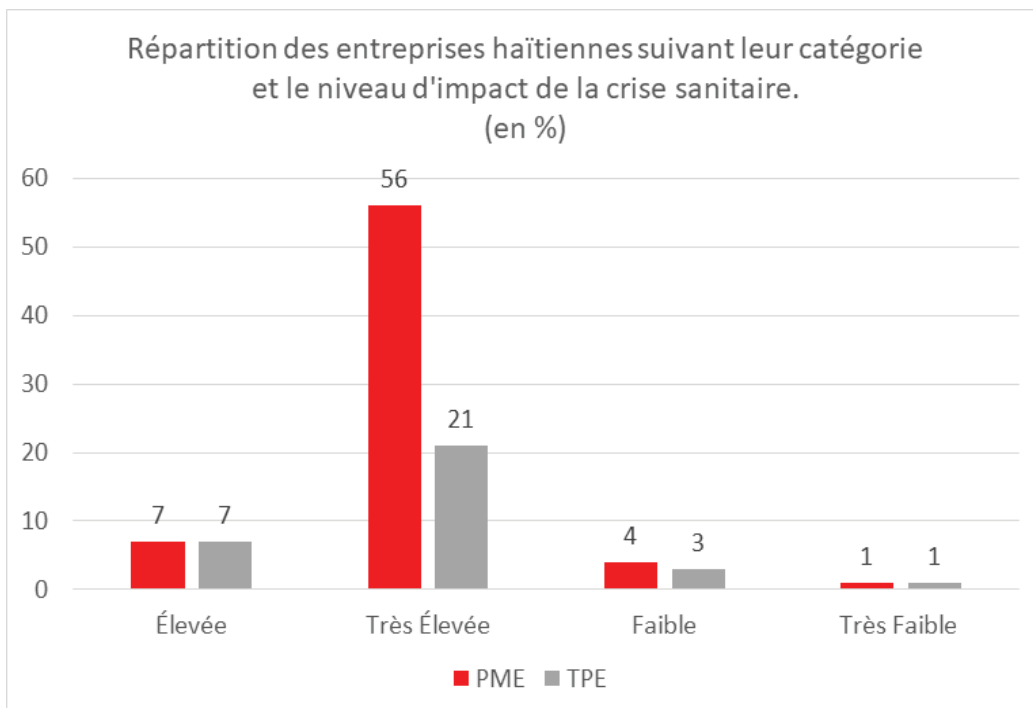


SUCCES, une caisse populaire de Jacmel distinguée au sommet international de la finance
 Photo Crédit: Le Nouvelliste

Notes Infographiques



Source: AGERCA, Rapport d'Etudes 2021



Source: AGERCA, Rapport d'Etudes 2021

Douze mamans entrepreneures honorées par le Centre de Facilitation des Investissements (CFI)

Des hauts dignitaires de l'État ont été présents en vue d'honorer des mamans entrepreneures en prélude à la fête des Mères, ce vendredi 12 mai 2022 à Pétion-ville. L'actuel ministre du Commerce et de l'Industrie, Ricardin Saint-Jean, qui s'exprimait dans les colonnes du Nouvelliste, avance que «cette activité s'inscrit dans le cadre de l'engagement du gouvernement à poursuivre la promotion des femmes entrepreneures dans le pays». Ces mamans entrepreneures proviennent de différents secteurs d'activités comme la construction, l'agriculture, l'assainissement, le recyclage entre autres.

Le MCI entend renforcer la métrologie légale en vue protéger les consommateurs

Le ministère du Commerce et de l'Industrie (MIC) a célébré, le vendredi 20 mai 2022, la Journée mondiale de la métrologie autour du thème «La métrologie à l'ère numérique». Le ministère mise sur les avancées en matière de métrologie dans le monde pour garantir la protection des consommateurs. Pour la célébration de la Journée mondiale de la métrologie cette année, la direction du contrôle et de la qualité et la protection du consommateur du ministère du Commerce et de l'Industrie met l'accent sur la nécessité d'un cadre légal de la métrologie en Haïti. Un article du Nouvelliste rapporte que la métrologie légale est un outil qui garantit la protection.

Le New York Times retrace l'histoire de la dette de l'indépendance d'Haïti

Le New York Times, quotidien new-yorkais distribué internationalement et l'un des plus grands journaux américains, vient de consacrer un dossier exclusif à la dette de l'indépendance d'Haïti et au processus de réparation auquel la première République noire devrait avoir droit. Le dossier, constitué de quatre articles, est signé des quatre journalistes suivants: Catherine Porter, Constant Méheut, Matt Apuzzo et Selam Gebrekidan. Ces derniers ont mis plus d'un an de travail acharné afin de retracer dans les moindres

détails l'histoire de la dette de l'indépendance d'Haïti. Pour y parvenir, ils ont visité des centres de documentation les plus crédibles.

«Le service de la dette demeure encore le plus grand poste de dépenses dans le budget général de l'exercice 2021-2022, publié cette semaine du lundi 23 mai 2022 dans Le Moniteur, le journal officiel de la République. Il est chiffré à plus de 33,39 milliards de gourdes (intérêt: 4,4 milliards de gourdes et amortissement 28,9 milliards de gourdes)», confirme-t-on dans un article du Nouvelliste.

Les micros, petite et moyenne entreprise, la locomotive de l'économie haïtienne

En prélude à la douzième édition du Sommet international de la finance prévue pour les 25, 26 et 27 avril, le Group croissance S.A a donné une conférence de presse ce lundi 25 avril 2022 au centre-ville de Port-au-Prince. «Financer les micros, petites et moyennes entreprises» est le thème retenu pour le déroulement des trois jours de cet événement annuel. Par ailleurs, «Group croissance, qui préconise une meilleure gestion financière au niveau des organisations publiques et privées, a également affirmé que 65 % des emplois dans le pays ont été créés par les micros, moyennes et petites entreprises», a précisé Le National dans un article.

La commission européenne prise entre urgence énergétique et urgence climatique

Parmi ses nombreuses implications, la guerre en Ukraine oblige l'Union européenne à se défaire au plus vite de sa dépendance aux hydrocarbures russes, quitte à prendre le risque de tomber dans une dépendance aux autres sources de gaz ailleurs dans le monde, aux États-Unis par exemple. Plusieurs ONG environnementales s'en alarment alors que l'Europe doit aussi accélérer sa transition énergétique afin de répondre au défi climatique. «Ce 18 mai 2022, la Commission européenne a présenté des propositions ambitieuses qui tentent de concilier ses objectifs apparemment contradictoires », Souligne un article de la RFI.

États-Unis : Clash fiscal entre le président Joe Biden et les super riches

«Taxez les riches»! C'est le nouveau credo du président américain Joe Biden. Et ça ne plait pas à tous: le patron d'Amazon a critiqué la politique fiscale de la Maison Blanche. Dans un tweet, Jeff Bezos dénonce le mélange des genres entre la hausse des taxes pour les entreprises voulues par Joe Biden et la lutte contre l'inflation. Le taux d'imposition sur les sociétés avait alors été abaissé de 35% à 21%. Joe Biden s'était alors justifié: «Je ne veux punir le succès de personne, mais les riches profitent depuis trop longtemps» d'une fiscalité avantageuse, contrairement à la classe moyenne, relate le Wall Street Journal.

Plan climat de Total Énergies : Des actionnaires ont voté contre

Dans le cadre de son Assemblée générale, le groupe Total Énergies a soumis ce mercredi 25 mai 2022 le vote de son plan climat à ses actionnaires. Ces derniers sont entre autres Le Crédit Mutuel, Meeschaert Amilton, Mandarine Gestion, Sycomore AM, Edmond de Rothschild AM, La Financière de l'Echiquier, ou encore le néerlandais MN Services. Mais « certains investisseurs ont déjà annoncé qu'ils voteront contre ce plan, qu'ils jugent peu ambitieux au regard des enjeux climatiques et flou dans les objectifs chiffrés de réduction d'émissions de CO2 visés par Total d'ici à 2030 », rapporte Europe 1.

L'Etat haïtien dispose désormais d'un registre en matière de protection sociale

Le gouvernement haïtien, en collaboration avec des partenaires comme la Banque mondiale, a réalisé, le lundi 16 mai 2022, à l'hôtel Karibe, le lancement de l'événement promotionnel du Système d'information du ministère des Affaires sociales et du Travail (SIMAST) en articulation avec la Politique nationale de protection et de promotion sociales (PNPPS). L'objectif de ce nouveau projet est d'établir les bases d'un système de protection sociale efficace en Haïti. Selon ce qu'a laissé entendre le titulaire de la primature Ariel Henry « le gouvernement haïtien vient de franchir une étape importante dans la lutte contre la pauvreté », Le Nouvelliste a-t-il souligné.

Haïti et Taiwan s'accordent pour à rendre effective l'autonomisation des femmes haïtiennes

La cérémonie de signature a eu lieu à la petite salle de conférence du ministère des Affaires étrangères à Delmas 60 en présence de plusieurs hauts dignitaires du gouvernement haïtien, dont les ministres à la Condition féminine et aux Droits des femmes, Sofia Loréus, et le ministre du Commerce et de l'Industrie, Ricardin Saint-Jean. Ce projet, si l'on en croit leurs tenants, «est de nature à aider les femmes et les petites et moyennes entreprises du pays à faire face aux impacts de la pandémie de coronavirus et promouvoir la relance économique et la stabilité sociale», précise-t-on dans un article du Nouvelliste.

Vers une meilleure coordination des échanges commerciaux entre Haïti et la République dominicaine

Les associations du secteur privé haïtien ont réalisé deux journées d'ateliers les 9 et 10 juin 2022 à Pétiyon-Ville. Ce dialogue privé-privé se veut la construction d'une vision et une stratégie commune entre le secteur privé d'Haïti afin de parvenir à un meilleur commerce binational haïtien-dominicain. «Nous voulons renforcer les points commerciaux au niveau de la frontière» a indiqué Leo Nault, directeur exécutif adjoint d'Export Development Agency, plaidant pour que les relations de commerce entre Haïti et la République dominicaine soient beaucoup plus équitables.

Campagne de Renforcement de la Résilience 2022 de l'AGERCA

L'Alliance pour la gestion des risques et la continuité des Activités (AGERCA), dans le cadre d'un programme baptisé CRR2022 (Campagne de Renforcement de la Résilience 2022), conjointement avec ses partenaires, a mis en place une série d'activités visant à prendre en compte la vulnérabilité du pays, en cas de catastrophes naturelles. Certaines informations très importantes ont été transmises par des experts lors de ces activités qui doivent servir à la résilience des institutions du secteur privé et de la société civile.

Retrouvez toutes les éditions de
DevHaiti sur
www.ahjedd.org
www.papyrushaiti.com
www.grouppcroissancehaiti.com

Une production:



Le magazine DevHaïti est produit par le Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.
Tous droits réservés.